

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 67 (1979)

Heft: [7-8]

Artikel: Une association féminine française qui fait parler d'elle !

Autor: Tassin, Brigitte

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-275633>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Page internationale

Femmes Suisses est heureuse de présenter un article de notre correspondante londonienne, Ruth Elliott, journaliste professionnelle et vice-présidente de l'Association des Journalistes de la presse féminine.

Problèmes de la femme au travail en Angleterre

C'est une ironie, typique de notre époque à recherche de sensations, que le fait que le nombre de femmes à exercer une activité professionnelle soit dans le Royaume-Uni le plus élevé d'Europe et que ce fait soit pris comme le signe de leur plus grande émancipation.

Sans doute, ces 60% de femmes en âge de travailler et qui sortent tous les matins de chez elles pour aller gagner un salaire, ces femmes paraissent fort libérées aux mères de petits enfants qui doivent rester à la maison. Mais pourquoi le font-elles ? Pour gagner de l'argent et se sentir indépendantes ? Pour rencontrer d'autres gens ? Ou l'illusion d'un travail satisfaisant et la chance de faire carrière ?

Bien sûr que tout cela joue un rôle. La décision de trouver un job est d'ailleurs plus facile pour les femmes dans un pays où la plupart des enfants de plus de 5 ans passent toute la journée — de 9 h du matin à 15 h 30 ou 16 h — à l'école. Il y a évidemment le problème des vacances : la garde des enfants reste un problème, et la solution pour l'améliorer est une question essentielle pour les mères.

Il y a d'autres exemples pour montrer que le point de vue des femmes et leurs motivations vis-à-vis du travail professionnel est différent de celui des hommes. Il est vrai que le Salaire Egal a été graduellement introduit au Royaume-Uni depuis 1975, et que le « Sex Discrimination Act » date de la même année. Depuis ce moment, la Commission de l'Égalité des chances nommée par le gouvernement a aidé les femmes à lutter pour leurs nouveaux droits en éducation et formation, l'emploi, l'obtention de certains services... avec une exception significative, celles qui coûteraient quelque chose au gouvernement, en pensions et revenus. Pas d'égalité de ce côté-là.

En dépit d'un progrès du côté des salaires — à peu près les trois quarts du salaire des hommes — la plupart des femmes travaillent encore dans les professions traditionnellement mal payées, dactylographie, nettoyage, restauration, vente. Même celles qui enseignent ou soignent des malades ont moins de chances que les hommes d'atteindre le sommet de leur profession. Un paradoxe à noter, l'égalité des sexes implique que des postes à haute responsabilité dans des professions totalement féminines jusqu'alors, commencent à tenter des hommes.

Cette image assez sinistre du travail féminin est due en partie au fait que dans un passé récent peu de femmes ont pu faire l'effort d'une éducation universitaire, d'une formation dans les spécialisations scientifiques, des apprentissages ou même des cours du soir. Aujourd'hui les filles ont tous les droits de suivre ces cours, et bien que l'éducation soit la même pour garçons et filles dans les écoles d'Etat, la plupart des filles continuent à choi-

sir des sujets littéraires ou artistiques, ou choisissent des formations de coiffeuses ou de secrétaires, plutôt que la plomberie ou la mécanique.

Il faut bien dire que les stéréotypes sexuels ont la vie dure. Les petites filles continuent à jouer à la poupée et aider maman à la maison — la plupart des livres de classe continuent à leur offrir ces rôles passifs — et une fille qui a réussi à renverser la barrière traditionnelle vers des professions dites masculines, cette fille continue à étonner.

Les changements n'arrivent pas en un jour. Plus de filles vont à l'université (moins que de garçons) et elles choisissent un registre plus étendu de professions. On accepte plus de jeunes filles en médecine, en droit, elles sont aussi plus nombreuses dans les cours de formation bancaire ou d'affaires, mais tout en représentant une minorité qui stagne autour d'un tiers des jeunes étudiants.

Disons tout de même que le public a appris récemment qu'une femme vient d'être nommée gouverneur d'une prison d'hommes, qu'il y a une femme pilote aux Caledonian Airways, qu'une jeune Noire est plombier, qu'à l'aéroport de Gatwick il y a deux filles apprenties mécaniciens parmi les mille apprentis, que des femmes sont dockers, conduisent des trains, des cars routiers...

Bien des choses dépendent de la façon dont ces pionnières vont réussir leur profession. C'est lorsque ces nouvelles ne seront plus étonnantes que les femmes auront été réellement acceptées comme égales dans le monde du travail. Il faut plus qu'une loi pour rendre l'égalité des chances vraiment efficaces.

Ruth Elliott (trad. Bvd W)
(Vice-présidente de l'AIJPF)

Une association féminine française qui fait parler d'elle !

L'UFCS : Union Féminine Civique et Sociale, existe depuis 1925. Créée sur un constat : « Il n'est plus possible d'accepter que les femmes soient tenues hors de toute responsabilité civique et politique », elle rejoint au départ les mouvements féminins français pour le droit de vote et d'éligibilité. Mais son originalité vient de ce que, sans attendre l'octroi de ce droit, elle pousse les femmes à se préparer, à se former, à saisir toutes les occasions de s'insérer dans des responsabilités. Ainsi 2 « UFCS » sont parmi les premières femmes élues au Conseil des Prudhommes, d'autres sont cooptées dans des commissions municipales, d'autres encore sont à l'origine des premiers syndicats féminins...

Autre domaine d'action : les droits des femmes au foyer, surtout ceux des femmes de milieux populaires. Suivant la même méthode, l'UFCS forment ces femmes, les entraîne à s'exprimer et parallèlement agit : 600 000 signatures, de grands meetings à la Sorbonne et c'est la création des allocations familiales, de l'allocation de mère au foyer.

Puis apparaît : la place des femmes dans la vie économique : « 70% du budget national passe par les mains des mères de famille » Qu'en font-elles ? Là encore pédagogie et action.

On trouve ainsi les 3 axes selon lesquels l'UFCS va se développer jusqu'à nos jours :

« civique », « économie-consommation », « femme », auxquels, au fur et à mesure de l'actualité se sont ajoutés d'autres pôles de formation et d'action, « urbanisme-logement » : « presse-culture », « 3e âge », « international », etc.

« Efficaces parce que compétentes » a été longtemps le leitmotiv de l'UFCS. La compétence s'y acquiert de deux façons : apport de connaissances sur le thème choisi par un groupe de femmes et parallèlement formation de méthode : tel que expression orale, formation à l'animation de groupe, à la synthèse, méthode des cas, méthodes d'enquête. Cette année l'UFCS a dispensé 21 000 heures de formation : elle fait porter de gros efforts sur sa pédagogie dont elle renouvelle sans cesse les aspects en partant de deux idées force : partir des expériences concrètes et vécues des participantes, travailler beaucoup en petits groupes où chacune peut s'exprimer.

Nous sommes persuadées — et nous en avons la preuve tous les jours qu'une femme — une personne — dans un groupe est capable de grands développements, qu'elle y devient plus consciente et que sa capacité à assumer des responsabilités s'éveille et s'accroît.

Dans le même temps, l'UFCS continue son action en vue de l'amélioration du sort du plus grand nombre et spécialement des femmes. Dans les localités, des UFCS sont conseillères municipales ou membres des commissions extra-municipales, elle participe à la gestion et l'animation d'organismes locaux variés, elles créent des clubs de consommateurs, des haltes-garderies, des permanences d'information, des comités de quartier.

Au-delà des différences d'éducation, de milieu, d'opinion politique et des tensions ainsi engendrées, se révèle un certain consensus des femmes UFCS : un sens du concret « on ne leur en raconte pas », un grand souci de la justice et un désir d'humanisation de la société par la promotion et la participation des femmes.

Brigitte Tassin

UFCS : 6, rue Béranger, Paris 75003

Qu'est-ce que le groupe « Femmes pour l'Europe » ?

En 1974 à Bruxelles où se rencontrent, grâce à la Commission des Communautés, beaucoup d'Européennes, Ursula Hirschmann-Spinelli eut l'idée de réunir des femmes qui, comme elle, étaient inquiètes de la fragilité de l'Europe devant l'inflation et la crise pétrolière et qui, comme elle, souhaitaient faire entendre leur voix et assumer leurs responsabilités.

Le groupe « Femmes pour l'Europe » naquit ainsi d'une double conviction : la nécessité de construire une Europe unie, forte et indépendante, et la nécessité pour les femmes de gagner, dans ce domaine comme dans les autres, une influence correspondant mieux à leur importance numérique et au rôle qu'elles ambitionnent de jouer dans une société qui se veut à la fois démocratique et équitable.

Comment ces femmes voient-elles l'Union Européenne ?

Pour que l'Europe puisse devenir autre chose qu'une espérance, il faut parvenir à des transferts effectifs de souveraineté à une auto-